

Histoire Engagée

Le Soulèvement de Dey : l'Iran dans un interrègne instable

Non catégorisé et Saeedeh Niktab Etaati

16 février 2026

Par Saeedeh Niktab Etaati, conservatrice, Diaspora et Communautés multinationales, au Musée canadien de l'histoire

Traduit par Pascal Scallon–Chouinard

Depuis la fin du mois de décembre, soit le mois de *Dey* dans le calendrier persan, les rues iraniennes sont redevenues le théâtre d'un soulèvement héroïque, quoique tragique, contre le régime en place. Bien des gens en Iran pensent qu'il pourrait s'agir, cette fois-ci, d'un tournant dans l'histoire de la République islamique, qui se maintient depuis maintenant 47 ans.

La chute rapide de la valeur du rial, la monnaie iranienne, est à l'origine des troubles qui, d'abord d'ordre économique, ont rapidement évolué vers un mouvement sociopolitique visant l'ensemble du régime. Des slogans comme « Mort au dictateur » et « Mort à Khamenei », le guide suprême iranien, ont commencé à être scandés dans les 31 provinces du pays, même celles parmi les plus éloignées de la capitale Téhéran, notamment l'Illam, le Lorestan, le Khouzistan et le Kurdistan.

Les jeunes, les femmes, les groupes étudiants, le personnel employé, les propriétaires de commerce, les communautés queers, les minorités ethniques, et même les enfants ont maintenu le Soulèvement de *Dey* actif jusqu'à la troisième semaine de janvier, avant de finalement faire face à l'une des répressions les plus meurtrières menées par les forces du régime. De véritables balles et des fusils à plomb ont fait partie de l'arsenal utilisé pour réprimer avec violence les individus non armés qui manifestaient. Ce fut le cas plus particulièrement durant les 15 jours d'éclipse numérique imposée par le gouvernement dans l'ensemble du pays.

Des rapports provenant d'organisations de défense des droits de la personne, des images divulguées par des personnes qui militent ou qui font du journalisme citoyen, ainsi que des témoignages provenant de membres du personnel de la santé font état d'un massacre à l'échelle du pays, perpétré en silence et délibérément dissimulé au reste du monde. Des dizaines de milliers de personnes ont été abattues dans des fusillades de masse orchestrées dans les rues, en particulier entre le 8 et le 9 janvier, et bien d'autres encore ont été blessées, détenues ou portées disparues¹. Les personnes emprisonnées dans le cadre de manifestations, tout comme celles qui l'avaient été pour leurs prises de position et opinions politiques, risquent une exécution de masse pour trahison et espionnage au profit de pays dits « ennemis » de l'État, à savoir Israël et les États-

Unis. Au début de février, la loi martiale et le couvre-feu nocturne à 19 h étaient toujours en vigueur dans les grandes villes, et l'accès à Internet n'avait toujours pas été rétabli dans tout le pays.



Foule manifestante en Iran. Lieu : Bandar-e-Anzali, province de Gilan, 8 janvier 2026 (Dey 18, 1404 dans le calendrier perse). Photo : @VahidOnline

Alors que les familles des victimes et des personnes disparues continuent de chercher désespérément la dépouille et les traces de leurs proches, des morgues aux centres de détention, le pays doit aussi composer avec la menace d'une possible intervention militaire étatsunienne et israélienne. « Les secours arrivent », a promis Donald Trump aux foules manifestantes, alors qu'une flotte étatsunienne pénétrait les eaux près du Moyen-Orient le 30 janvier 2026². Au même moment, une idéologie résurgente prônant le « retour de la monarchie » et du fils exilé de l'ancien chah d'Iran pour « rendre à l'Iran sa grandeur » (MIGA – Make Iran Great Again) divisait toujours la communauté, tant en Iran que dans la diaspora. Le résultat : une société polarisée, deux camps opposés, le « nous » et le « vous ».

Tandis que la nation pleure encore l'un des chapitres les plus meurtriers de son histoire moderne, et en considérant le caractère imprévisible des facteurs et figures politiques en cause, il me semble essentiel de se poser les trois questions suivantes : quel contexte historique a mené à ce moment critique de l'Iran, comment la période trouble que traverse le pays façonne-t-elle la pensée historique et la conscience politique de la communauté iranienne au pays et à l'étranger, et quel ordre nouveau la population iranienne peut-elle penser voir émerger de cette période d'interrègne? Pour répondre à la première question, il faut dresser l'historique des manifestations de masse au cours des deux dernières décennies, afin de situer le Soulèvement de *Dey* dans le paysage politique iranien plus large et de réfléchir à son incidence sur la formation et la

fragmentation de la diaspora. Les deux dernières questions, qui portent à la fois sur le présent et l'avenir, sont sans doute plus difficiles à aborder, puisque les événements se déroulent actuellement à un rythme sans précédent. Il est cependant crucial de tenter d'y répondre, car elles placent à l'avant-scène les expériences historiques vécues par la population iranienne. Celles-ci sont en effet primordiales afin de dépasser la simple analyse abstraite, ainsi que pour pouvoir interpréter le présent et imaginer un avenir.

Une tradition de soulèvements en Iran

L'idée que la révolution de 1979 était un mouvement populaire, né d'une large coalition d'idéologies politiques variées et parfois opposées, unies contre le régime autocratique de Pahlavi, est largement admise. Différentes mouvances politiques (islamistes, gauchistes, nationalistes et libérales) et des regroupements sociaux (syndicats, communauté étudiante, commerces du bazar, fonction publique) ont formé une alliance. Le chah a finalement été contraint à l'exil et, le 11 février, désormais commémoré comme le « jour de la Révolution », le régime Pahlavi a été renversé. Cette rupture politique a déclenché la première et l'une des plus importantes vagues d'exil, composée en grande partie de la frange monarchiste loyale.

Suivant la chute du chah et la tenue d'un référendum populaire, les forces religieuses islamistes, sous la direction de l'ayatollah Khomeini, ont consolidé leur pouvoir et instauré une théocratie islamique. Celle-ci s'est dotée d'institutions républicaines, notamment une présidence, un parlement et des conseils locaux. Elle s'est aussi inspirée, de manière sélective, de la théologie islamique chiite et du marxisme révolutionnaire. La ligne directrice de la politique étrangère du nouvel État a été clairement énoncée : « Ni l'Est ni l'Ouest; la République islamique ». Cette position faisait de l'opposition à l'impérialisme des États-Unis un principe politique central. Ce modèle de gouvernance a toutefois progressivement évolué vers une forme de despotisme religieux, concentrant le pouvoir entre les mains d'un guide suprême non élu et indélogeable. Concrètement, la rhétorique anti-impérialiste du régime a cédé la place à une volonté de maintenir une hégémonie régionale par la construction d'un empire géopolitique chiite, le tout soutenu par une guerre par procuration et justifié par des revendications d'engagements religieux et idéologiques communs avec d'autres pays alliés.

Les premières années suivant la révolution ont en fait été marquées par la répression brutale et systématique des groupes d'opposition, en particulier de gauche, notamment par le recours à des exécutions de masse, à des peines d'emprisonnement à perpétuité et à l'imposition progressive d'un isolement et d'un silence. Dans ce climat d'intimidation et de coercition, les gens qui formaient ce qui restait de la dissidence intellectuelle ont dû quitter en grande partie le pays, avec leur famille, et ont rejoint l'Europe ou l'Amérique du Nord.

La fin de la première décennie postrévolutionnaire (fin des années 1980) a été une période de reconstruction économique, dans la foulée de la guerre Iran-Irak et d'ouverture sociale et culturelle progressive. Le tout a débuté avec l'élection présidentielle de Mohammad Khatami en 1997. Durant son mandat, l'idée d'une « réforme » du système a refait surface, et les mouvements étudiants ont obtenu un espace circonscrit pour s'organiser, exprimer des points de vue critiques et remettre en question les discours intellectuels dominants. Les groupes de défense des droits des femmes, les ONG et les associations citoyennes ont aussi connu une relative émancipation et habilitation dans le cadre des contraintes existantes. Les minorités ethniques (Kurdes, Baloutches et Arabes, notamment), engagées depuis longtemps dans la résistance contre le pouvoir centralisé, ont poursuivi leur lutte pour l'égalité.

Avec l'établissement de bases intellectuelles et politiques, les années 2000 et les décennies suivantes ont vu de nombreux soulèvements civils s'organiser en Iran. Ces mouvements réclamaient des réformes démocratiques, des droits pour les femmes, la justice pour les minorités non persanes et l'égalité socioéconomique. Pour situer le Soulèvement de *Dey* dans la longue lignée des révoltes postrévolutionnaires, prenons le temps de nous concentrer sur trois contextes particuliers.

Le Mouvement vert (2009)

Principalement menées sous l'impulsion d'organisations étudiantes et de jeunes provenant de la classe moyenne, des manifestations de masse ont secoué les grandes villes iraniennes en 2009. Celles-ci visaient à contester de manière pacifique les résultats de l'élection présidentielle. En dépit des premières prévisions issues des sondages et du soutien massif de l'opinion publique aux candidats réformateurs Mir Hossein Mousavi et Mehdi Karoubi, c'est le candidat radical Mahmoud Ahmadinejad, que le Guide suprême soutenait, qui avait été déclaré vainqueur. Scandant « Où est mon vote? », les gens sont descendus dans

la rue pour exiger la révision des résultats électoraux.

L'une des caractéristiques fondamentales du Mouvement vert était la sécularisation et la « repolitisation » de l'iconographie chiite familière afin de faire avancer les revendications démocratiques. Le mouvement s'est réapproprié la couleur verte, traditionnellement associée à la figure sacrée de l'imam Hussein, et en a fait un symbole central de ses rassemblements. La « manifestation silencieuse » du 15 juin 2009, au cours de laquelle des centaines de milliers de personnes ont défilé en silence dans les rues, les mains levées, a exprimé avec force l'engagement du mouvement en faveur d'une résistance pacifique³. Or, même cet acte de bravade tranquille s'est vu être réprimé de manière brutale par l'État.

Le rêve collectif autrefois florissant de réforme que nourrissait le mouvement a rapidement été brisé lorsque le régime a violemment écrasé la contestation et placé ses principales figures réformistes en résidence surveillée, où elles sont d'ailleurs toujours aujourd'hui. Au cours des années suivantes, nombre de réformistes, et même des personnalités politiques issues du système, ont vécu l'emprisonnement ou la marginalisation forcée.

L'échec du Mouvement vert est devenu un facteur structurel clé de l'intensification de la fuite des cerveaux pendant la présidence d'Ahmadinejad. Au cours des années suivantes, la jeunesse dissidente, désabusée et éduquée, a progressivement quitté l'Iran à la recherche d'occasions d'études ou de carrière à l'étranger, alors que le discours réformiste au sein du système a progressivement été silencieux jusqu'à perdre toute crédibilité.

La Révolte du pain (2017), l'*Aban* sanglant (2019) et le Soulèvement des assoiffés (2021)

En 2017, une série de manifestations sporadiques, collectivement nommées la « Révolte du pain », ont éclaté dans de nombreuses provinces périphériques de l'Iran, en réponse à la flambée des prix des denrées alimentaires, à l'augmentation de la pauvreté et aux conditions précaires au sein de la classe ouvrière. Le tout s'est ensuite transformé en un mouvement plus large, d'ordre national, en novembre 2019, le mois d'*Aban* dans le calendrier persan.

Connu sous le nom d'« *Aban sanglant* », ce mouvement élargi a d'abord pris de l'ampleur à la suite d'une importante hausse du prix du carburant survenue

pendant la nuit. À l'instar de ce qui se passe en ce moment dans la foulée du Soulèvement de *Dey*, les revendications économiques ont rapidement laissé place à une contestation explicite dirigée vers le régime. Des slogans tels que « Mort au dictateur » et « Mort à Khamenei » – qui sont devenus emblématiques et qui seront repris dans le cadre du présent mouvement – ont commencé à être scandés. L'État a réagi avec violence, usant de répression et déployant des forces militaires et des forces de sécurité qui n'ont pas hésité à utiliser de véritables balles sur les gens qui manifestaient. Plus d'un millier de personnes ont été tuées et beaucoup d'autres ont été arrêtées. Une coupure Internet, nouvelle tactique étatique pour se livrer à des massacres dans l'obscurité et le silence médiatique, s'est imposée. Suivant le recours effréné à la violence meurtrière du régime, les mères en deuil des jeunes qui ont perdu la vie lors des manifestations se sont mobilisées pour former le groupe de résistance « Les mères d'*Aban* ». Celui-ci a joué un rôle actif dans les mouvements qui ont suivi.

Moins de deux ans après l'*Aban* sanglant, le Soulèvement des assoiffés s'est organisé dans la province du Khuzestan, dans le sud-ouest de l'Iran, où vit en majorité une population arabo-iranienne. Bien qu'on y retrouve les plus grandes réserves de pétrole du pays, la province souffre depuis longtemps d'une privation économique systémique et d'une marginalisation politique, alors que ses infrastructures sont négligées et que son environnement se dégrade. De nombreuses villes de la région, qui partagent une frontière avec l'Irak, ont de plus été le théâtre de combats pendant la guerre Iran-Irak, qui a duré huit ans dans les années 1980.

C'est toutefois la pénurie d'eau qui a été le catalyseur immédiat de la contestation. Puis, au fur et à mesure qu'il s'est développé, le mouvement a révélé des injustices environnementales plus profondes et mis au jour les griefs sociaux plus larges que portait la minorité arabe. Bien que le soulèvement ne se soit pas étendu à l'échelle du pays, il demeure essentiel de le comprendre en relation avec d'autres soulèvements iraniens menés, notamment, par des femmes. La voix d'une femme arabo-iranienne, qui s'est tenue debout, sans arme, devant un garde de sécurité, pour lui demander pourquoi il avait ouvert le feu et l'inviter, plutôt, à assister à la manifestation pacifique, est devenue un symbole emblématique du courage et de la résistance des femmes⁴. L'écho de cette voix puissante a ensuite résonné dans tout le mouvement « Femme, Vie, Liberté ».

Le mouvement « Femmes, Vie, Liberté » (2022)

Initié par des femmes kurdes à la suite du meurtre de Jina Mahsa Amini, 22 ans, par la police des mœurs en septembre 2022, le mouvement a fait tache d'huile à travers l'Iran. Avec une ligne de front composée de femmes, les groupes manifestants ont exprimé des revendications à la fois sociales et politiques, contestant la violence sexiste de l'État et le déni des droits des femmes, notamment en matière d'autonomie corporelle et de liberté d'expression sexuelle et de genre, dans un contexte de jurisprudence islamique favorable aux hommes, régissant à la fois la sphère publique et la sphère privée. Leurs préoccupations allaient au-delà des injustices structurelles, alors que le soulèvement a également confronté la structure patriarcale de la société de l'intérieur. Un espace s'est ainsi créé pour remettre en question les normes de genre et les contraintes, abus et violences domestiques.

Le célèbre slogan kurde « Jin, Jiyan, Azadi » (Femme, Vie, Liberté), longtemps associé à la résistance féministe au Rojava, a été adopté comme principe fondateur du mouvement, axant du même coup les discours politiques et sociétaux sur les enjeux de justice et d'égalité entre hommes et femmes. Comme ce fut le cas lors de soulèvements précédents, la contestation a été réprimée de manière meurtrière : la vie de milliers de jeunes a été fauchée dans le cadre de la répression, alors que le régime a aussi procédé à de nombreuses arrestations et à un certain nombre d'exécutions.

Le Soulèvement de *Dey* qui a cours en ce moment s'inscrit dans cette longue tradition de résistance en Iran. Ce mouvement populaire est animé par deux forces interdépendantes : une lutte des classes et des revendications révolutionnaires. Bien qu'il ait commencé dans le bazar de Téhéran, le soulèvement a rapidement mobilisé la classe ouvrière contre l'élite au pouvoir, remettant en cause l'accès inégal aux ressources, l'exploitation économique systémique et la corruption des oligarchies, tout en exigeant en priorité la fin de la dictature.

Il faut aussi souligner la géographie de ce mouvement. Comme mentionné dans l'introduction, celui-ci s'est étendu à toutes les provinces, avec un fort retentissement dans le Khuzestan, l'Illam et le Kurdistan. À l'instar du mouvement « Femmes, Vie, Liberté », et à l'inverse du Mouvement vert, les régions périphériques habitées par des minorités non persanes sont devenues les épicentres de la résistance. Les revendications régionales en matière

d'autodétermination et d'autonomie culturelle s'alignent étroitement sur celles du mouvement qui conteste le régime.

Ce qui distingue cette vague de soulèvements des autres, c'est aussi l'ampleur et l'intensité de la violence étatique déchainée contre la population. Si les chiffres précis concernant les personnes tuées, blessées et détenues restent inaccessibles en raison de la censure de l'information exercée par le régime, l'organisation indépendante de défense des droits de la personne Hengaw fait état d'un nombre exceptionnellement élevé et exponentiel de morts, et ce, en très peu de temps⁵. Amnistie internationale a aussi documenté des meurtres délibérés, notamment des tirs dirigés vers des organes vitaux et des attaques ciblées contre des hôpitaux et du personnel médical⁶.

Des vidéos et des images vérifiées⁷ montrant des camions transportant des corps enveloppés dans des bâches noires vers les morgues ont meurtri et marqué de façon pérenne la mémoire collective iranienne. Les autorités ont cherché à légitimer cette répression brutale en la présentant comme une réponse à un « complot hostile ennemi », reprenant leur discours éculé sur la conspiration étrangère qui dépeint le Soulèvement de *Dey* comme une continuation de la guerre de 12 jours entre l'Iran et Israël en juin 2025, prétendument orchestrée par le Mossad, les États-Unis et des forces « émeutières » locales. Mais ces allégations fabriquées de toutes pièces n'ont fait qu'attiser la colère populaire et renforcer le rejet du régime par la population.

Les forces réactionnaires à l'œuvre

En ce moment, il n'est pas possible d'avoir une idée fixe sur ce que pense la population en Iran des événements qui se déroulent actuellement au pays ou sur ce qu'elle envisage pour son avenir. Les médias de propagande en langue persane et les plateformes de réseaux sociaux en farsi proposent un contenu sélectif et amplifient les discours qui tendent à déformer la pluralité de l'opinion politique qui existe tant en Iran qu'au sein de la diaspora. Les quelques témoignages ethnographiques recueillis par des personnes militantes⁸ et des journalistes⁹ à l'intérieur du pays indiquent néanmoins systématiquement que, malgré leurs différences idéologiques, les gens qui manifestent se rejoignent dans leur volonté à rejeter l'État actuel. Aux yeux de la majorité, la République islamique a perdu sa légitimité politique.

Il semble également y avoir, à Téhéran et dans d'autres grandes agglomérations,

un soutien croissant, quoiqu'inégal, en faveur du retour de Reza Pahlavi, le leader autoproclamé de l'opposition. Depuis la révolution de 1979, le fils aîné du chah déchu vit aux États-Unis et a noué des liens étroits avec Israël. Lors du mouvement « Femme, Vie, Liberté », en 2022, il s'était positionné comme une pièce centrale de l'opposition monarchiste, se joignant à d'autres figures importantes de l'opposition pour former une coalition qui ne s'est toutefois jamais concrétisée. Cette fois-ci, il laisse miroiter aux gens qui manifestent la promesse d'un gouvernement de transition sous sa direction, qui conduirait le pays sur la voie de la démocratie. Le plan de phase d'urgence¹⁰ qu'il a publié en 2024 comme feuille de route vers un « Iran libre » ne souscrit cependant pas aux idéaux démocratiques et semble plutôt puiser dans un modèle d'autoritarisme.

De son côté, la diaspora iranienne est divisée quant à la représentation qu'elle entretient d'elle-même, en tant que communauté, et quant à ce qui peut être envisagé favorablement comme alternative politique pour l'Iran. En tant que communauté dynamique, à l'instar d'autres diasporas, elle s'est engagée dans des négociations constantes sur ce que ce contexte signifiait, plutôt que de s'ancrer dans un passé statique ou une imagination collective unique¹¹. Une faction, composée de gens qui ont quitté le pays après la révolution pour s'établir surtout à Los Angeles, Toronto et Vancouver dans les années 1980, adhère à la mouvance monarchiste conservatrice. Dans ses positions les plus extrêmes, ce groupe embrasse des valeurs ethnonationalistes associées à la suprématie perse et, dans un contexte de résurgence du fascisme à l'échelle mondiale, fait de plus en plus de l'œil aux mouvements d'extrême droite. S'inspirant de la rhétorique et de la sous-culture du mouvement MAGA, il fait la promotion d'un fantasme, celui du « Make Iran Great Again » (Rendre à l'Iran sa grandeur d'antan), personnifié par une figure perçue comme salvatrice, ce qui comprend par ailleurs de s'aligner avec le régime génocidaire israélien.

Au milieu se trouve aussi un collectif important rassemblant des gens qu'on pourrait qualifier d'adeptes d'un monarchisme instrumental ou pragmatique. Bien que ces personnes ne souscrivent pas nécessairement aux convictions idéologiques des monarchistes de la droite pure et dure, elles considèrent tout de même Pahlavi comme la seule option réaliste pour faire tomber la République islamique. Une logique semblable semble animer une de ses franges partisans en Iran. L'amnésie historique, la glorification nostalgique de l'ère Pahlavi et l'apaisement politique et moral se conjuguent et, ce faisant, parviennent à convaincre une forte proportion de vouloir confier l'avenir du pays et sa marche vers la liberté et la démocratie au fils d'un ancien dictateur. Le fait qu'une nation

avec une longue histoire de résistance à l'autoritarisme puisse simplement envisager une telle possibilité, alors qu'elle renversait la monarchie il y a près d'un demi-siècle, est moins le signe d'une profonde conviction que d'une forme de désespoir politique. C'est aussi une forme de conséquence du vide, quant au leadership politique, qu'a progressivement amené la répression systématique des courants d'opposition alternatifs par le régime.

Un troisième groupe au sein de la diaspora, dont la voix est moins amplifiée et dont la présence est beaucoup moins visible, est constitué par ce qui reste de la gauche. Bien qu'il affiche en son sein une certaine diversité, en matière d'histoire et d'opinions politiques, ce groupe se distancie explicitement de ce qu'on appelle « l'axe de la résistance de gauche », un courant qui fait complètement fi des fondements totalitaires de la République islamique et qui se borne à blanchir les atrocités commises sous le couvert d'une rhétorique anti-impérialiste creuse.

Ce courant de la gauche s'appuie sur une compréhension approfondie des systèmes d'oppression qui s'entrecroisent. Tout en soutenant une ferme opposition à la domination nationale et à la violence d'État, il énonce en même temps une critique nuancée de l'impérialisme, qui contraste avec les positions réductrices adoptées par la gauche occidentale et campiste. Le militarisme régional du régime et son soutien ostentatoire à la Palestine ne constitueraient pas, dans sa perspective, une véritable forme d'anti-impérialisme, mais révéleraient plutôt un projet de réorganisation de la domination régionale, se bâtissant par des guerres par procuration et des réseaux de milices.

Dans cette logique, la perte de légitimité de l'État et l'effondrement de l'économie iranienne ne pourraient pas être seulement le résultat des sanctions imposées par les États-Unis. Ces phénomènes sont plutôt considérés comme les symptômes d'une classe dirigeante oligarchique profondément corrompue qui a gouverné en faisant usage de répression et de coercition, et en faisant montre de mauvaise gestion. Ce courant navigue entre des contradictions qu'une certaine gauche, non iranienne, ne parvient pas à résoudre d'un point de vue idéologique : s'opposer fermement aux génocides, s'opposer aussi à la répression exercée par la République islamique et critiquer sans compromis l'impérialisme étatsunien. Dans cette façon d'approcher et de comprendre la situation complexe de l'Iran se trouvent l'humanisation des gens qui manifestent et la reconnaissance de leur pouvoir d'action. Dans cette optique, les dizaines de milliers de vies perdues dans la foulée du Soulèvement de *Dey* ne pourraient être réduites à une simple analyse abstraite ou être subordonnées à un alignement géopolitique.

Des jours comptés

« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres¹² » : Antonio Gramsci (1891-1937), penseur marxiste et théoricien politique, a écrit ces mots alors qu'il était en prison. Il décrivait un contexte d'interrègne : une crise dans laquelle la classe dirigeante a perdu sa légitimité et ne peut gouverner que par la coercition, tandis qu'un ordre émergent n'est pas encore parvenu à consolider son pouvoir. De tels moments, avertissait-il, peuvent créer un terrain fertile pour les « monstres » politiques, comme l'autoritarisme, l'extrémisme et la gouvernance réactionnaire¹³.

Au terme du soulèvement de *Dey*, l'Iran se trouvera précisément dans l'interrègne chaotique que décrivait Gramsci. La nation nourrit de plus en plus un sentiment révolté et affligé, alors que l'État continue de gouverner de façon coercitive plutôt que par consensus. Le mouvement réactionnaire soutenant le monarchisme de Pahlavi a refait surface, et les forces progressistes – emprisonnées, réduites au silence ou exilées – semblent quant à elles écartées de la scène politique. Pendant ce temps, le militarisme impérialiste étatsunien, tentant de se camoufler derrière la promesse trompeuse d'une libération humanitaire, menace encore une fois le pays de destruction. Pour les gens ordinaires en Iran, toute conception de la normalité ou de l'avenir a été remplacée par un sentiment de mélancolie, de peur et d'espoir fragile.

Il y a quelques jours, j'ai demandé à ma mère, qui vit en Iran, ce qu'elle envisageait pour la suite des choses : « Leurs jours sont comptés, m'a-t-elle répondu. Lorsque le chah était sur le point d'être renversé, il a tué beaucoup d'entre nous. C'est la même chose qui se passe aujourd'hui. » Je lui ai demandé ce qui viendrait après, sinon une autre dictature : « Le peuple iranien reprendra la rue, m'a-t-elle répondu, jusqu'à ce que l'Iran soit libre. »

Bibliographie

Ali, Idrees et Phil Stewart, « U.S. Sends Additional Warship to Middle East amid Iran Tensions », *Reuters*, 29 janvier 2026, <https://www.reuters.com/world/middle-east/us-sends-additional-warship-middle-east-amid-iran-tensions-2026-01-29/>.

Amnesty International Canada, *Iran: Massacre of Protesters Demands Global Diplomatic Action to Signal an End to Impunity*, 14 janvier 2026, <https://amnesty.ca/human-rights-news/iran-massacre-protesters-demands-global-action-end-impunity/>.

Auteur.e inconnu.e, « *ما را نمی‌دانیم هیچ راه دیگری جز جست‌وجوی آزادی: یک نامه از تهران* » [« Nous ne connaissons aucune autre voie que la recherche de la liberté : une lettre de Téhéran » en farsi], *Asoo*, 20 janvier 2026, <https://www.aasoo.org/fa/articles/5274>.

Feminists4Jina, « Longing for Liberation, Trapped Between Two Reactionary Forces » (rapport de décembre-janvier 2025-26, Téhéran), consulté le 5 février 2026, <https://feminists4jina.net/archives/1909>.

Gramsci, Antonio, *Selections from the Prison Notebooks*, édité et traduit par Quintin Hoare et Geoffrey Nowell Smith, Lawrence & Wishart, 1971, p. 275-276.

Hall, Stuart, « Cultural Identity and Diaspora, » dans *Identity: Community, Culture, Difference*, Jonathan Rutherford (dir.), Lawrence & Wishart, 1990, p. 227-237.

Hengaw Organization for Human Rights, *Hengaw Special Report Finds Iran's December Protest Crackdown Amounts to Crimes Against Humanity*, 24 janvier 2026, <https://hengaw.net/en/reports-and-statistics-1/2026/01/article-6>.

Human Rights Watch, *Iran: Growing Evidence of Countrywide Massacres*, 16 janvier 2026, <https://www.hrw.org/news/2026/01/16/iran-growing-evidence-of-countrywide-massacres>.

Karadsheh, Jomana et al., « Iran's Internet Blackout and Violent Crackdown on Protesters », *CNN*, 23 janvier 2026, <https://www.cnn.com/2026/01/23/middleeast/iran-internet-blackout-violent-crackdown-intl-cmd>

Mintz, Steven, "The Old World Is Dying and the New One Is Struggling to Be Born," *Inside Higher Ed*, 17 mars 2025.

National Union for Democracy in Iran (NUFDI), *فوریتهای فarsi* [Urgence en Farsi], Munich: NUFDI, juillet 2025, 168 p., https://fund.nufdiran.org/wp-content/uploads/2025/07/EmergPhase_v3_PERS.p

df.

دemonstration [Protestation pacifique, en farsi arabisé], vidéo YouTube, 3 h 21, téléversé le 12 janvier 2026, <https://www.youtube.com/watch?v=gS5hthisZXs>.

¹ Jomana Karadsheh et al., « Iran's Internet Blackout and Violent Crackdown on Protesters », *CNN*, 23 janvier 2026, <https://www.cnn.com/2026/01/23/middleeast/iran-internet-blackout-violent-crackdown-intl-cmd>

² Idrees Ali et Phil Stewart, « U.S. Sends Additional Warship to Middle East amid Iran Tensions », *Reuters*, 29 janvier 2026, <https://www.reuters.com/world/middle-east/us-sends-additional-warship-middle-east-amid-iran-tensions-2026-01-29/>.

³ 88 سبز 27 سبز سبز 7 سبز سبز سبز سبز سبز [Green Movement Silence Demonstration, 7 Tir to Enghelab Square, 27 Khordad 1388], vidéo YouTube, 5 h 42, téléversée par *Green Protestor*, 16 juin 2009, <https://www.youtube.com/watch?v=wy6D99MBCM4>.

⁴ Le vidéo est dans une langue farsi infusée d'arabe, دemonstration [Protestation pacifique, en farsi arabisé], vidéo YouTube, 3 h 21, téléversé le 12 janvier 2026, <https://www.youtube.com/watch?v=gS5hthisZXs>.

⁵ Hengaw Organization for Human Rights, *Hengaw Special Report Finds Iran's December Protest Crackdown Amounts to Crimes Against Humanity*, 24 janvier 2026, <https://hengaw.net/en/reports-and-statistics-1/2026/01/article-6>.

⁶ Amnesty International Canada, *Iran: Massacre of Protesters Demands Global Diplomatic Action to Signal an End to Impunity*, 14 janvier 2026, <https://amnesty.ca/human-rights-news/iran-massacre-protesters-demands-global-action-end-impunity/>.

⁷ Human Rights Watch, *Iran: Growing Evidence of Countrywide Massacres*, 16 janvier 2026, <https://www.hrw.org/news/2026/01/16/iran-growing-evidence-of-countrywide-massacres>.

⁸ Feminists4Jina, « Longing for Liberation, Trapped Between Two Reactionary

Forces » (rapport de décembre–janvier 2025–26, Téhéran), consulté le 5 février 2026, <https://feminists4jina.net/archives/1909>.

⁹ Auteur.e inconnu.e, « [مکتبہ آزاد خیابان آزادی](https://www.aasoo.org/fa/articles/5274) » [« Nous ne connaissons aucune autre voie que la recherche de la liberté : une lettre de Téhéran » en farsi], *Asoo*, 20 janvier 2026, <https://www.aasoo.org/fa/articles/5274>.

¹⁰ National Union for Democracy in Iran (NUFDI), [مکتبہ آزاد خیابان آزادی](https://fund.nufdiran.org/wp-content/uploads/2025/07/EmergPhase_v3_PERS.pdf) [Urgence en Farsi], Munich: NUFDI, juillet 2025, 168 p., https://fund.nufdiran.org/wp-content/uploads/2025/07/EmergPhase_v3_PERS.pdf.

¹¹ Stuart Hall, « Cultural Identity and Diaspora, » dans *Identity: Community, Culture, Difference*, Jonathan Rutherford (dir.), Lawrence & Wishart, 1990, p. 227–237.

¹² Cité par Steven Mintz, “The Old World Is Dying and the New One Is Struggling to Be Born,” *Inside Higher Ed*, 17 mars 2025.

¹³ Antonio Gramsci, *Selections from the Prison Notebooks*, édité et traduit par Quintin Hoare et Geoffrey Nowell Smith, Lawrence & Wishart, 1971, p. 275–276.